

RAAD VAN STATE, AFDELING ADMINISTRATIE.

A R R E S T

**nr. 95.066 van 2 mei 2001
in de zaak A. 77.492/XIV-1787.**

In zake : 1. XXX,
 2. XXX,
 die woonplaats kiezen bij
 Advocaat J.-P. LAGASSE,
 kantoor houdende te 1030 BRUSSEL,
 de Jamblinne de Meuxplein 41

tegen :

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van
Binnenlandse Zaken.

DE VOORZITTER VAN DE XIV^e KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat XXX en XXX, beiden van
Togolese nationaliteit, op 11 februari 1998 hebben ingediend om de vernietiging
te vorderen van de beslissingen van 6 november 1997 van de Vaste
Beroepscommissie voor vluchtelingen, Tweede Nederlandse Kamer, waarbij
wordt geweigerd hen als vluchteling te erkennen;

Gelet op de beschikking van 1 april 1998 waarbij aan de
verzoekende partijen het voordeel van de kosteloze rechtspleging wordt
verleend;

Gezien de regelmatig gewisselde memories van antwoord en
van wederantwoord;

Gezien het verslag opgemaakt door Eerste Auditeur R.
VANDER ELSTRAETEN;

Gelet op de beschikking van 14 oktober 1999 die de
neerlegging ter griffie van het verslag en van het dossier gelast;

Gelet op de kennisgeving van het verslag aan partijen en
gezien de regelmatig gewisselde laatste memories;

Gelet op de beschikking van 7 februari 2001 waarbij de terechtzitting bepaald wordt op 14 maart 2001;

Gehoord het verslag van Kamervoorzitter A. BEIRLAEN;

Gehoord de opmerkingen van Advocaat F. VAN DE GEJUCHTE die, loco Advocaat J.-P. LAGASSE verschijnt voor de verzoekende partijen, en van Advocaat C. DECORDIER, die verschijnt voor de verwerende partij;

Gehoord het eensluidend advies van Eerste Auditeur R. VANDER ELSTRAETEN;

Gelet op titel VI, hoofdstuk II, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

1. Over de gegevens van de zaak.

Overwegende dat de gegevens van de zaak als volgt kunnen worden samengevat :

1.1. De echtgenoten XXX (/27/2/56) en XXX (/18/6/57), beiden van Togolese nationaliteit, vragen op 16 maart 1995 voor de tweede maal om erkenning van de hoedanigheid van vluchteling.

1.2. Deze aanvragen worden op 29 oktober 1996 door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen verworpen.

Wat de man betreft rust de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen op volgende gronden :

"L'intéressé, de nationalité togolaise, serait arrivé dans le Royaume de Belgique le 8 mars 1992, via le Bénin et le Niger, muni d'un passeport d'emprunt. Il s'est déclaré réfugié huit jours après la date présumée de son arrivée. Les autorités belges compétentes ont estimé définitivement ne pas donner une suite favorable à la demande d'asile introduite par l'intéressé. Cette décision a fait l'objet de recours en suspension et en annulation auprès du Conseil d'Etat, requêtes toutes deux rejetées respectivement les 28 octobre 1994 et 21 juin 1995. Entre-temps, le demandeur a introduit une deuxième demande d'asile auprès des autorités belges le 16 mars 1995, ayant donné lieu à un refus de séjour avec ordre de quitter le territoire pris

par l'Office des étrangers et notifié le 27 mars 1995 à l'intéressé, décision contre laquelle il a introduit un recours urgent auprès du Commissariat général qui a abouti à une décision qu'un examen ultérieur se justifiait en l'espèce.

Cependant, en dépit de la décision précitée prise dans le cadre du recours précité, il ressort de l'examen au fond que plusieurs éléments empêchent d'ajouter foi aux propos tenus par le requérant et, partant, à la crainte dont il fait état.

En effet, s'il produit divers documents destinés à appuyer ses dires, ceux-ci ne revêtent pas de caractère probant quant aux faits de persécutions allégués.

Ainsi, il fournit plusieurs pièces destinées à accréditer son adhésion au CAR (copie d'un duplicata de carte de membre de ce parti daté du 28 août 1991; copie d'une fiche d'adhésion au CAR datée du 20 mai 1991; attestation établie à Lomé le 5 octobre 1993 par Monsieur YAWOVI AGBOYIBO, président du CAR; courrier de ce dernier du 7 mars 1995 adressé au conseil du requérant; attestation établie en Belgique le 2 mars 1994 par Monsieur KODJO AMEGNIKA, membre fondateur du CAR réfugié en France). Cependant outre le fait que ces documents sont peu circonstanciés quant aux faits de persécution allégués, l'adhésion éventuelle au CAR ne saurait suffire à elle seule à impliquer, ipsa facto une crainte justifiée de persécution dès lors que ce parti siège à l'Assemblée Nationale togolaise (voyez "Démocratie et Violations des droits de la personne du Togo", collectif pour la démocratie dix Togo, février 1996, annexe 1).

De plus, il produit des lettres établies par la LTDH (Ligue Togolaise des Droits de l'Homme): courrier daté du 8 décembre 1994 de Monsieur MARCEL ADJALLA, Secrétaire administratif adjoint de la LTDH adressé au conseil du requérant en Belgique; courrier établi à Lomé le 10 mars 1995 par Monsieur AGBESSI ZOMBLEWOU, Secrétaire général de la LTDH.

Cependant, celles-ci ne sont guère probantes dès lors que l'une se borne à évoquer la situation générale au Togo (lettre de Monsieur A.) et l'autre se limite à confirmer l'appartenance du requérant au CAR sans pour autant étayer le reste de ses allégations.

En outre, il produit l'extrait d'un rapport d'Amnesty International du 5 octobre 1993 mentionnant les mauvais traitements subis le 25 mars de cette année à l'occasion du coup de force à Lomé par un sous-officier togolais dénommé L., lequel serait le frère de son épouse Madame XXX(SP: 4.207.659) et qui, à l'en croire, aurait mis fin à une incarcération subie par le requérant au mois d'avril 1991. Cependant, tenant compte du fait que le patronyme "L." est communément répandu au Togo, rien ne permet d'établir le lien de parenté avancé, ni à fortiori d'établir un lien entre le contenu du document précité et les faits allégués par le demandeur.

De surcroît, les courriers émanant de Maître K. D'A., avocat à la Cour de Lomé et conseil de la mère du requérant, datés respectivement les 7 et 20 avril 1994 sont sans valeur probante car relevant de la correspondance privée.

Enfin, les certificats médicaux établis en Belgique ne revêtent pas le caractère de preuve dès lors qu'étant l'expression d'une hypothèse, ils ne permettent pas d'établir un lien formel entre leur contenu et les assertions du demandeur.

Quoi qu'il en soit, plusieurs éléments relevés à l'occasion de l'audition au fond au Commissariat général, dans le cadre de la seconde demande d'asile, sont de nature à mettre sérieusement en cause la crédibilité de ses assertions.

Ainsi notamment, si l'intéressé a fait état d'une incarcération de plusieurs semaines à la gendarmerie de Lomé au mois d'avril 1991, force est de

constater que celle-ci n'a jamais été évoquée à l'occasion de sa première demande d'asile pas plus qu'à l'Office des étrangers lors de la seconde requête. De même, elle n'est nullement mentionnée dans les documents versés au dossier. Il est dès lors permis de supposer que cet élément a été rajouté pour les besoins de la cause.

De plus, les informations qu'il a pu fournir, lors de l'audition au fond du 23 juillet 1996, à propos de la manifestation du 11 avril 1991 à laquelle il aurait activement participé et au cours de laquelle il aurait été arrêté ne sont pas corroborées par les informations mises à notre disposition. En effet, il appert de celles-ci que le lieu de destination initial du cortège emmenant les cadavres repêchés dans la lagune de Bé le jour même n'était pas l'ambassade des Etats-Unis tel que l'a soutenu le demandeur (cfr ALIBIX n/718 du 1er au 20 mai 1991, p. 9).

Enfin, à titre exemplatif, une importante contradiction a pu être relevée à l'occasion de l'audition au fond du requérant et de celle de son épouse interrogée le jour même. En effet, si le demandeur a soutenu avoir tenu celle-ci au courant de son intention d'attenter à la statue représentant le chef de l'Etat le 29 novembre 1991, celle-ci a soutenu le contraire.

En conclusion, les éléments du dossier ne permettent pas de considérer que l'intéressé a quitté son pays par crainte au sens de l'art. 1er, par. A, al. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Partant, il n'y a pas lieu de lui reconnaître la qualité de réfugié".

Wat de vrouw betreft is de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen als volgt gemotiveerd :

"L'intéressée, de nationalité togolaise, est arrivée dans le Royaume le 16 février 1993, munie de son passeport national. Elle a introduit une première demande d'asile auprès des autorités belges le lendemain de son arrivée et a réintroduit une requête similaire le 16 mars 1995.

En dépit d'une décision d'examen ultérieur pris dans le cadre d'un recours urgent, il ressort de l'examen au fond qu'elle serait venue rejoindre son époux, Monsieur XXX (SP: 4.207.659) auquel elle lie pour l'essentiel son dossier et à qui le Commissaire général n'a pas estimé devoir reconnaître la qualité de réfugié.

Outre ce qui précède, les éléments apportés par l'intéressée à l'appui de sa propre requête ne sont guère probants : témoignage de Monsieur XXX (SP: 4.383.739), demandeur d'asile togolais, concernant ses liens de parenté avec un sous-officier de la gendarmerie togolaise brutalisé le 25 mars 1993 à l'occasion du coup de force de ce jour à Lomé mais qui ne saurait avoir valeur de preuve dès lors que ni le lien familial avancé ni celui entre cet événement et l'objet de la requête introduite par la demanderesse ne sont établis; jeu de photos parmi lesquelles l'une représenterait le saccage de son domicile, affirmation impossible à déduire de l'observation de cette pièce, ce qui l'entache de la présomption de complaisance, notamment au regard du délai mis par la requérante pour quitter un pays où elle s'est prétendue menacée, laps de temps au cours duquel elle s'est fait établir une carte d'identité et un passeport par ses autorités nationales, documents à l'aide desquels elle a légalement quitté son pays d'origine, ce qui dément formellement le fait qu'elle soit poursuivie par ses autorités nationales ou que celles-ci chercheraient à l'intercepter.

Par conséquent, la qualité de réfugiée au sens de l'art. 1er, par. A, al. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ne saurait lui être reconnue."

1.3. Verzoekers tekenen tegen de weigeringsbeslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen op 14 november 1996 in het Frans hoger beroep aan bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen.

1.4. Op 18 november 1996 wijzen de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen het Nederlands als rechtsplegingstaal aan.

1.5. Op de zitting van 6 november 1997 worden verzoekers, bijgestaan door hun raadsman, gehoord.

Dezelfde dag neemt de Tweede Nederlandse Kamer van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen de thans bestreden beslissingen, waarbij de beroepen ontvankelijk, maar ongegrond worden verklaard en de erkenningen van de hoedanigheid van vluchtelingen derhalve worden geweigerd.

De beslissing waarbij het beroep van de man wordt verworpen is als volgt gemotiveerd :

"Overwegende dat appellant sedert 1975 op de technische dienst werkte van het Ministerie van Openbare werken te Lomé, Togo; dat hij lid was van de groep Ekpomog en sedert 1991 van het CAR (Comité d'Action pour le Renouveau); dat zijn eerste asielaanvraag, ingediend op 17 maart 1992, werd afgewezen op 18/8/93; dat hij op 11 januari 1994 een bevel kreeg om het land te verlaten; dat hij tegen deze beslissing bij de Raad van State een beroep instelde doch dat de opschorting en annulatie respectievelijk op 28/10/94 en 21/6/95 werd verworpen; dat hij op 13 maart 1995 een tweede asielaanvraag heeft ingediend;

Overwegende dat de appellant zijn eerste aanvraag als volgt motiveerde; dat hij deelnam aan spontane manifestaties tegen het regime; dat hij als draaier—lasser over materiaal beschikte waarmee hij de standbeelden van President Eyadema kon losmaken; dat ze ook andere borden met regeringspubliciteit schonden; dat hij op 3 november 1991 deelnam aan een grote betoging en de militairen hem daarom kwamen arresteren; dat hij niet thuis was en zijn huis geplunderd werd; dat hij onderdook; dat hij vernam dat hij gezocht werd en daarom besliste zijn land te verlaten; dat de appellant uitdrukkelijk stelde dat hij nooit gearresteerd werd;

Overwegende dat de appellant bij zijn tweede asielaanvraag stelde dat hij op 11 april 1991 toen hij naar zijn werk ging lichamen zag drijven in de Bé Lagune; dat hij meteen de Ekpomog verwittigde en de CAR; dat hij ervoor zorgde dat enkele mensen deze lijken uit het water haalden; dat hij een vrachtwagen deed stoppen en besliste dat deze lijken naar de Ambassade van de Verenigde Staten moesten gebracht worden zodat de internationale gemeenschap zou weten wat in Togo gebeurde; dat hun manifestatie uiteengeslagen werd met traangasbommen; dat hij toen gearresteerd werd en slechts op 6 juni 1991 vrijkwam; dat hij nadien zijn politieke activiteiten verderzette; dat hij op 29 november 1991 hoorde dat de militairen naar zijn huis gegaan waren om hem te arresteren; dat zijn vrouw hem verwittigde en hij zijn land uitvluchtte met de hulp van zijn schoonbroer L.;

Overwegende dat de appellant ter zitting gewezen werd op de grondige verschillen tussen de twee asielaanvragen; dat zowel op vlak van zijn arrestatie, van zijn politieke activiteiten, van de feiten zelf als van de wijze waarop hij het land verliet er grondige verschillen zijn; dat hij vroeger nooit over zijn schoonbroer L. gesproken heeft; dat in het Amnestyrapport "Togo, Les forces armées tuent impunément", van 5 oktober 1993 vermeld staat dat een hoofdadjudant van de politie genaamd L., en niet L.—H., naar aanleiding van een aanval werd gearresteerd; dat dit ook twee jaar na het vertrek van de appellant is; dat voor zover de familieband al zou bestaan, de arrestatie van L. niet in verband kan gebracht worden met de vlucht van de appellant;

Overwegende dat uit het administratief dossier ook blijkt dat de appellant hooggeplaatste kennissen had; dat na zijn vaders dood de heer K. als voogd werd aangesteld die een belangrijke plaats had in de Togolese staatsveiligheid en nog steeds een sterk voorstander is van president Eyadema (zie identiteitskaart, persoon te verwittigen bij ongeval); dat niet aannemelijk is dat de appellant gedurende de ganse procedure deze persoon enkel op uitdrukkelijke vraag terloops vermeldt, terwijl hij nochtans de meest aangewezen persoon was om contact op te nemen tijdens zijn moeilijkheden; dat de appellant ook nooit toelichtte waarom hij geen contact opnam;

Overwegende dat de appellant ter zitting stelt dat hij voor 1991 nooit politiek actief was; dat hij in 1991 lid werd van de Ekpomog omdat hij de jongeren van zijn wijk de beginselen van de democratie wilde bijbrengen, doch dat hij zijn concrete motieven niet nader kan toelichten; dat hij enkel stelt dat iedereen in Togo op dat moment politiek actief werd; dat ook op geen enkel ogenblik in zijn verklaringen concrete activiteiten gemeld werden buiten het neerhalen van standbeelden; dat hieruit niet blijkt welke de speciale rol was die de appellant beweerde te vervullen binnen zijn wijk of binnen de partijen die hij aanhing;

Overwegende dat de appellant ter zitting uitvoerig uitlegt hoe hij op 20 april 1991 naar de CAR ging om zijn lidmaatschapskaart te halen niettegenstaande de partij pas later op de maand officieel erkend werd; dat de appellant gewezen werd op het feit dat hij eerder op de zitting met klem verdedigde dat hij wel gearresteerd werd op 11 april 1991 en pas in juni werd vrijgelaten; dat hij geen verklaring heeft hoe hij een partijkaart kon hebben afgehaald op een ogenblik dat hij in de gevangenis zat;

Overwegende dat de appellant stelt dat de tegenstrijdigheden tussen zijn eerste en tweede asielaanvraag volledig te wijten zijn aan de foutieve vertaling van zijn verklaringen afgelegd bij de Dienst Vreemdelingenzaken; dat ter zitting wordt opgemerkt dat een onjuiste vertaling uiteraard (niet on)mogelijk is doch dat dit niet kan slaan op alle feiten en de hele uiteenzetting; dat bovendien uit het administratief dossier blijkt dat hij de feitelijke uiteenzetting zoals afgelegd bij de Dienst Vreemdelingenzaken ook in zijn uitvoerige onderhoring bij het CGVS aanhield; dat de appellant ter zitting stelt dat hij ook bij het CGVS moeilijkheden ondervond met zijn tolk; dat de appellant echter geen verklaring heeft waarom hij ook in zijn eigen opgesteld verzoekschrift van 8 april 1992 zijn voorgaande verklaringen bevestigde; dat hij toen de feiten had kunnen rechtzetten doch dat hij deze herhaalde, waardoor appellants verklaringen in verband met de incorrecte vertolking sterk gerelativeerd moet worden;

Overwegende dat de appellant niet aantoonde dat hij de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit niet kan of niet wil invoeren omwille van een gegronde vrees voor vervolging wegens zijn ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of zijn politieke overtuiging zoals bepaald in art. 1, par. A, al. 2 van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951.";

De beslissing, waarbij het beroep van de vrouw wordt
verworpen, rust op volgende redengeving :

"Overwegende dat appellante zich beroept op de motieven geroepen (werden) door haar echtgenoot;

Overwegende dat de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling van haar echtgenoot geweigerd werd door de Vaste Beroepscommissie op 6 november 1997;

Overwegende dat de appellante stelt dat een vriendin haar meldde dat haar broer gearresteerd werd nadat hij haar geholpen had het land te verlaten; dat ze als bewijs een kopie neerlegt van het Amnestyrapport "Togo, Les forces armées tuent impunément" van 5 oktober 1993 waarin staat dat een hoofdadjudant van de politie genaamd L., naar aanleiding van een aanval werd verwond; dat de persoon in het Amnestyrapport 'L.' heet en niet zoals de broer van de appellante, 'L.—H.'; dat de appellante ter zitting aanhoudt dat het haar broer betreft; dat voor zover de familieband al zou bestaan, de arrestatie van L. niet in verband kan gebracht worden met de vlucht van de

appellante; dat deze adjudant L. zwaar verwond werd naar aanleiding van een aanval in Lomé; dat hij naar een ziekenhuis werd overgebracht voor verzorging; dat de appellante hierover geen nadere gegevens heeft;

Overwegende dat de appellante niet aantoont dat zij de bescherming van het land waarvan zij de nationaliteit bezit niet kan of niet wil inroepen omwille van een gegronde vrees voor vervolging wegens haar ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of haar politieke overtuiging zoals bepaald in art. 1, par. al. 2 van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951.";

2. Over de ontvankelijkheid van het beroep.

2.1. Overwegende dat om een administratief cassatieberoep bij de Raad van State in te dienen men partij moet zijn geweest bij de aangevochten beslissing; dat XXX dan ook enkel kan opkomen tegen de te zijnen opzichte door de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen genomen beslissing en zijn echtgenote enkel de vernietiging van de te haren opzichte door dit rechtscollege genomen beslissing kan vorderen;

2.2.1. Overwegende dat verzoekers een enig middel aanvoeren :

"Pris de l'excès de pouvoir et de la violation des règles relatives à la détermination de la langue de procédure, et notamment les articles 2 et 8 de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 et pris de la violation du principe du respect des droits de la défense et d'équitable procédure.

EN CE QUE

Les requérants n'ont pu bénéficier d'un interprète maîtrisant leurs langues maternelles (EWE et MINA) à l'audience de la Commission Permanente du 6 novembre 1997 au cours de laquelle il a été statué sur les mérites de leur recours.

ALORS QUE

Dans leur recours, les requérants avaient déclaré qu'ils souhaitaient être assistés d'un interprète, en l'occurrence Monsieur Georges AGBOBLI, lequel maîtrise les langues EWE et MINA.";

2.2.3. Overwegende dat de verwerende partij antwoordt dat uit het dossier blijkt dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen aan verzoekers geenszins de bijstand van een tolk Frans/Nederlands hebben opgedrongen, dat verzoekers ter zitting van 6 november 1997 niet lieten acteren dat zij bezwaar hadden tegen de opgeroepen tolk en evenmin aandrongen op de bijstand van de heer Georges AGBOBLI, die de talen Ewe en Mina beheerst, dat verzoekers nergens voorhouden dat hun verklaringen onvolledig of onjuist zouden weergegeven zijn door de tolk Frans/Nederlands ter zitting van 6 november 1997;

2.2.3. Overwegende dat in hun beroepschriften aan de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen verzoekers om de bijstand van Georges AGBOBLI als tolk vroegen; dat op de zitting van 4 september 1997 verzoeker zich in het bijzijn van een tolk Ewe/Frans -met name Georges AGBOBLI- en een tolk Frans/Nederlands in het Ewe uitdrukte; dat op de zitting van 6 november 1997 daarentegen enkel een tolk Frans/Nederlands aanwezig was; dat verzoekers zich toen in het Frans uitdrukten; dat uit geen enkel procedurestuk blijkt -en verzoekers ook niet beweren- dat op de zitting van 6 november 1997 bezwaar tegen de afwezigheid van Georges AGBOBLI of van een tolk Ewe of Mina werd aangetekend; dat verzoekers toen, zonder desbetreffend enig voorbehoud te maken, door de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen zijn gehoord; dat de verzoekende partijen niet eerst voor de Raad van State kunnen opwerpen dat hun rechten van verdediging werden miskend, doordat zij in afwezigheid van een tolk, die hun moedertaal machtig is, door de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen zijn gehoord; dat om ontvankelijk te zijn de beweerde onregelmatigheid te gelegener tijd voor de feitenrechter had moeten zijn aangevoerd, wat verzoekers hebben verzuimd, hoewel ze daartoe in de mogelijkheid waren; dat het enig middel niet ontvankelijk is; dat, bij ontstentenis van een ontvankelijk rechtsmiddel, het beroep onontvankelijk is,

B E S L U I T :

Artikel 1.

Het beroep wordt verworpen.

Artikel 2.

De kosten van het beroep, bepaald op veertienduizend frank, komen ten laste van de verzoekende partijen, elk voor de helft.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting, op twee mei tweeduizendeen, door :

de HH.	A. BEIRLAEN,	kamervoorzitter,
	K. VANHOUTTE,	griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VANHOUTTE.

A. BEIRLAEN.